

## **BIOGRAPHIE DU GENERAL PETIT (1888-1971) PENDANT LA FRANCE LIBRE**



Le lieutenant-colonel Petit était en mission au Paraguay, où il dirigeait l'école militaire de guerre du pays, lorsqu'il décide de rejoindre les Forces françaises libres (FFL). Le 27 juin 1940, il envoie une lettre à de Gaulle, camarade de promotion à Saint-Cyr. En octobre 1940, celui-ci lui demande de le rejoindre le plus rapidement possible à Londres en tant que chef d'état-major, avec la promesse d'une nomination au grade de général et le commandement des forces terrestres en Grande-Bretagne. Au début novembre 1940, le lieutenant-colonel Petit confirme à de Gaulle son arrivée à Londres. Informé de son ralliement, le gouvernement de Vichy le met alors à la retraite d'office et ouvre une instruction judiciaire à son encontre.

Le 14 novembre, il quitte le Paraguay pour Buenos Aires avec sa famille. Le 3 décembre 1940, le lieutenant-colonel Petit quitte Buenos Aires à destination de l'Écosse à bord du *Brusselas*. Il est promu colonel le 25 décembre 1940 pendant la traversée. Le navire atteint l'Écosse le 29 décembre, après 26 jours de mer.

Arrivé à Londres par train le 5 janvier, le colonel Petit est reçu par de Gaulle. Celui-ci le nomme chef d'état-major et général de brigade à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

Du 14 mars au 1<sup>er</sup> septembre 1941, le général de Gaulle s'envole de Londres à destination de « l'Orient compliqué », voyage qui le conduit en Afrique puis au Levant. Durant cette période, le général Petit a toutes les charges de commandement, en particulier celle de l'armement des troupes françaises à Londres en liaison avec le Haut Commandement britannique. À ce titre, il a pour mission de régler les relations entre les autorités britanniques et les forces armées françaises présentes en Angleterre.

Pendant son séjour d'un an à Londres, il habite dans un studio à Marsham Court. En avril 1941, il envisage de faire venir sa femme et sa fille à Londres, mais y renonce finalement car il pense qu'il va quitter l'Angleterre pour une nouvelle affectation.

À Londres, il travaille avec des chefs militaires comme le général Legentilhomme, commissaire national à la Guerre, l'amiral Muselier, commandant des Forces navales françaises libres, le commandant André Dewavrin, alias Passy, chef des services secrets de la France Libre, le général anglais Spears, représentant du gouvernement britannique auprès du général de Gaulle puis chef de la mission britannique en Syrie, et le général polonais Sikorski, Premier ministre du gouvernement polonais en exil. Il noue également des relations avec des personnalités civiles des Forces françaises libres : le professeur Cassin, responsable du service juridique, secrétaire permanent du Conseil de défense de l'Empire puis commissaire national à la Justice et à l'Instruction publique, Maurice Schumann, le porte-parole de la France Libre, et René Pleven, directeur des affaires extérieures et économiques puis commissaire national à l'Économie, aux Finances et aux Colonies.

Ses contacts avec la population anglaise, qu'il trouve très accueillante, l'impressionnent grandement. Lui-même ne parle pas bien l'anglais, mais il prend des leçons. Il a plusieurs fois l'occasion de quitter Londres pour participer à des cérémonies ou prononcer des discours, à Bristol, Leicester ou Liverpool.

Le 21 septembre, le général Petit est témoin de la tentative de l'amiral Muselier de remettre en cause l'autorité du général de Gaulle sur la France Libre en créant un comité exécutif de la France Libre présidé par lui-même et composé pour l'essentiel de ses partisans (André Labarthe, Raymond Moullec, alias Moret<sup>1</sup>), et dont l'homme du 18 juin ne serait que président

---

<sup>1</sup> Le 18 septembre, l'amiral Muselier adresse au général de Gaulle une lettre proposant la création d'un « Comité exécutif de la France Libre ». Celui-ci comprendrait : l'amiral Muselier, président, chargé des services de la Défense nationale, de la Marine marchande et de l'Armement, René Pleven, Affaires économiques et financières, Maurice Dejean, Relations extérieures, André Labarthe, Direction politique, Propagande (Action en France et dans l'empire), et le commandant Moret, Marine et Coordination des services secrets. Le 21 septembre au soir, Muselier et Labarthe viennent demander à de Gaulle sa réponse. De retour au QG de Carlton Gardens après un concert à

d'honneur. Soutenue en sous-main par le gouvernement britannique, cette tentative échoue, de Gaulle formant le 23 septembre le Comité national français (CNF) qui assure à la France Libre un statut comparable à celui des gouvernements en exil et dont il prend la présidence effective<sup>2</sup>. Pendant son séjour, le général Petit demande plusieurs fois à de Gaulle un commandement hors de Grande-Bretagne. Le 2 novembre, il lui écrit pour lui demander à nouveau ce commandement. De Gaulle pensait dans un premier temps lui donner celui du Levant et l'envoyer à Beyrouth à la disposition du général Catroux, commandant en chef et délégué général de la France Libre au Moyen Orient, mais celui-ci et de Larminat, son adjoint, ont déjà retenu Kœnig.

## **La mission militaire à Moscou : 1942-1945**

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle estime que l'entrée de l'URSS dans le camp des Alliés, à la suite de l'invasion allemande de son territoire le 22 juin 1941, apportait à la France Libre, devenue Combattante le 13 juillet 1942, un élément d'équilibre vis-à-vis des Anglo-Saxons dont il comptait bien se servir. C'était aussi le moyen d'obtenir le ralliement des communistes français à la France Libre et par là de l'ensemble des mouvements de la Résistance intérieure. Le 28 septembre 1941, deux jours après la création du CNF, de Gaulle, qui avait l'intention d'organiser une coopération militaire entre la France Libre et l'URSS, obtient de cette dernière la reconnaissance du comité comme représentant de « tous les Français libres, où qu'ils soient, ralliés pour servir la cause alliée ».

Le 22 novembre 1941, de Gaulle annonce à Bogomolov, le représentant soviétique à Londres, son souhait d'envoyer en Russie<sup>3</sup> un corps expéditionnaire français, qui doit comprendre un groupe de chasse de 40 pilotes et une division mécanisée légère, destiné à combattre sur le front russe.

Les autorités soviétiques ayant donné leur accord en janvier 1942, de Gaulle décide, dans un premier temps, d'établir à Moscou une mission française. Celle-ci doit permettre de renforcer les liens avec la Russie. Le général Petit est nommé à la tête de la mission militaire. Chargé de représenter les Forces françaises libres à Moscou auprès du gouvernement et du haut commandement soviétique, il relève directement du chef de la France Libre, avec lequel il doit correspondre directement tout en informant la délégation « par l'intermédiaire du chef de la mission française ». De Gaulle lui fixe les objectifs suivants :

- créer des liens de confiance mutuelle entre les Forces françaises libres et les forces militaires soviétiques afin de coopérer militairement avec ces dernières ;
- s'informer du développement des opérations militaires en URSS ;
- recueillir auprès des Soviétiques des informations sur la France et les territoires français non libérés ;

---

l'Albert Hall au bénéfice d'œuvres, le général Petit apprend la rencontre. Se déclarant « fidèlement dévoué au Général », il note dans son journal : « J'estime que le moment [de constituer un comité de direction de la France Libre] n'est pas venu ; nous avons bien des problèmes à résoudre, mais avant tout nous devons faire la guerre et c'est le général de Gaulle seul qui représente notre cause et la France. »

<sup>2</sup> Sur cet épisode, on peut lire Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre : De l'appel du 18 Juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 200-209, et Jean-Paul Eyrard, « Un ennemi du général de Gaulle au temps de la France libre : le capitaine de vaisseau Raymond Moullec », *Revue historique des Armées*, n° 270, 2013, p. 79-92, url : <https://journals.openedition.org/rha/7646?lang=en>.

<sup>3</sup> Le général Petit, comme le général de Gaulle, employait fréquemment les vocables « Russie » et « Russes » pour désigner l'URSS et les Soviétiques.

- mettre sur pieds avec les autorités soviétiques un corps expéditionnaire français comprenant une division légère et un détachement de 40 pilotes de chasse et en prendre le commandement<sup>4</sup>.

Le général Petit quitte Londres en train le 17 janvier 1942 pour Liverpool avec une délégation anglaise. Il est accompagné de Roger Garreau, chef de la mission diplomatique et futur ambassadeur de la France Libre en Russie. Pendant ce temps, Raymond Schmittlein, futur adjoint de Garreau, qui est alors en poste à Beyrouth auprès du général Catroux, et Delcourt, chef de bureau à la délégation de la France Libre au Caire, qui aura la charge du service du chiffre, doivent rallier l'URSS par Téhéran en avion. Petit et Garreau embarquent ensuite sur un navire qui tombe en panne et doit revenir à Liverpool, avant de repartir le 4 février, sous la neige, dans un convoi d'une dizaine de navires qui doivent passer à travers un champ de mines. Le 10 février, les deux hommes arrivent dans la rade de Kirkwall, dans les Orcades, en mer du Nord. Nouveau départ le 15 février par un temps radouci. Il s'est déjà écoulé un mois depuis le premier départ. Le convoi arrive finalement le 24 février dans le port de Mourmansk, qui est rempli de blocs de glace avec une température de -20°C. De là, ils prennent un train pour Arkhangelsk, où ils arrivent le 3 mars, puis un autre train pour Moscou qu'ils rejoignent le 6 mars, après environ deux mois de périple.

Le général Petit s'était montré très favorable à la création d'une division française en Russie, espérant pouvoir en prendre le commandement. Celle-ci devait être constituée à partir d'un contingent de militaires français basés à Londres auxquels viendraient s'adjoindre des prisonniers français internés dans les camps soviétiques. Mais l'opposition britannique, ajoutée aux difficultés de ce projet, et l'avis du général Valin qui, arrivé à Londres en mars 1941, a été nommé commandant des Forces aériennes françaises Libres, amènent de Gaulle à opter pour l'envoi d'une unique unité aérienne. Finalement, les militaires français basés en Angleterre sont envoyés en Libye pour rejoindre la division Kœnig.

Le 30 mars 1942, de Gaulle annonce au général Petit qu'il n'y aura finalement pas de corps expéditionnaire en URSS, mais uniquement un groupe de 40 aviateurs français. Ce groupe, qui dépend de la Royal Air Force, est alors basé au Liban.

Le général Petit reçoit l'instruction d'expliquer au gouvernement soviétique les nouveaux objectifs de la mission militaire en Russie. Ses missions principales deviennent alors :

- la création et la coordination de ce groupe d'aviateurs venus combattre au côté des Russes ;
- l'organisation du retour des prisonniers Français dans les camps russes dont les « Malgré nous » alsaciens et mosellans, enrôlés dans l'armée allemande à la suite de l'annexion unilatérale de ces départements français au Troisième Reich, et faits prisonniers en Russie ;
- le renseignement sur les activités militaires russes ;
- une partie communication : il doit participer régulièrement à une émission de radio de la France Combattante qui émet à partir de Moscou.

La mission militaire s'installe à Moscou, où siège le commandement militaire soviétique, ainsi qu'une partie du gouvernement soviétique. Logée d'abord dans des conditions précaires à l'Hôtel National, sans bureaux, elle communique directement avec de Gaulle, à Londres, par le chiffre. Le général Petit a comme secrétaire une Française, Mme Ott<sup>5</sup>. Pour ses échanges avec

<sup>4</sup> Cf. l'« Instruction personnelle et secrète » en date du 16 janvier 1942, in Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, Juillet 1941-Mai 1943*, Paris, Plon, 1982, p. 178-179.

<sup>5</sup> Alice Lapiere (1886-1969) est une Française vivant en Russie, où elle s'est mariée avec Albert Ott (1881-1938), ingénieur russe d'origine alsacienne arrêté en 1937 et mort en déportation à Vladivostok, avec lequel elle a eu une fille, Alice. Lors de la rupture diplomatique entre Moscou et Vichy en juin 1941, celle-ci a été internée pendant

les autorités, comme il ne parle pas russe, le ministère des Affaires étrangères soviétique lui prête, dans un premier temps, une interprète, Mme Misraki, mais il s'avère assez vite qu'elle appartient au KGB. La délégation britannique et l'ambassade américaine lui apportent également une aide matérielle, au début de son séjour.

Le général Petit doit communiquer toute information diplomatique avec l'ambassadeur Roger Garreau, qui a rejoint en mars 1942 Kouïbychev (aujourd'hui Samara), où sont réfugiées l'autre partie du gouvernement soviétique, dont le ministère des Affaires étrangères, et les ambassades accréditées. Les communications sur les aspects diplomatiques entre lui, à Moscou, et Garreau, à Kouïbychev, deviennent vite problématiques. Le général Petit se plaint des négociations parallèles menées par Garreau, qui provoquent selon lui plusieurs cafouillages, et les discussions avec les autorités soviétiques n'avancent guère.

Le 18 juin 1942, le général Petit est reçu au Kremlin avec Garreau pour une séance publique réunissant différentes personnalités politiques en présence de Staline et de Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS. Le même mois, il prononce sa première allocution en français sur radio Moscou. Il organise aussi une réception pour fêter le 14 juillet 1942 à l'Hôtel National.

Le 5 septembre 1942, il s'installe dans une grande maison de seize pièces, au 29, quai Kropotkine, qui donne sur la Moskova. Celle-ci sert à la fois de base logistique à la mission et de logement pour lui-même et, par la suite, pour sa famille, ainsi que de centre d'accueil pour les gens de passage (aviateurs et visiteurs).

Le 8 septembre, arrive à Moscou le capitaine Albert Mirlesse, alias Mirles, un officier du 2<sup>e</sup> Bureau des FAFL, russophone, envoyé par de Gaulle afin de l'aider à faire accepter par les Soviétiques l'arrivée du groupe de chasse français.

En octobre 1942, les relations entre Garreau et le général Petit se dégradent. Dans un télégramme en date du 22 octobre, de Gaulle écrit à ce dernier qu'il pense toujours à lui pour un commandement<sup>6</sup>.

Durant les mois qui suivent, le général Petit manifeste également son opposition au commandement en chef militaire du général Giraud<sup>7</sup>. Constitué à Alger après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942 et l'assassinat de Darlan – l'« expédient provisoire » du président Roosevelt – le 24 décembre suivant, celui-ci dispute à de Gaulle la direction de la France au combat aux côtés des Alliés contre les forces de l'Axe.

Début avril 1943, le général Petit quitte l'URSS. Avant son départ, il confie à Mirles, son adjoint, la direction de la mission militaire et lui rappelle, dans ses instructions, en date du 24 mars, que « la mission militaire est indépendante de la délégation. Son chef relève directement du général de Gaulle. Le chef de la mission militaire doit cependant communiquer au délégué à Kouïbychev tous les documents qui peuvent l'intéresser ». Les archives sont muettes sur les motifs de cette absence et les activités du général Petit après son départ. Il semble avoir séjourné à Londres et à Alger<sup>8</sup>. Pendant cette période, le conflit qui oppose la France Combattante au Commandement civil et militaire de Giraud trouve sa résolution, avec la venue de De Gaulle à Alger, le 30 mai 1943, et à la formation du Comité français de la Libération nationale (CFLN) le 3 juin suivant.

---

trois mois, du 6 juillet au 4 septembre, à la prison de Boutyrki, avant d'être libérée sur l'intervention de l'ambassade britannique. Les deux femmes sont emprisonnées de 1947 à 1956, avant d'être rapatriées en France en 1960. Mme Ott a été décorée de la croix de la Légion d'honneur des mains du général Catroux le 19 janvier 1962. Cf. Thomas Gomart, *Double détente : Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2005, p. 427-449.

<sup>6</sup> Le texte intégral de ce télégramme figure dans Charles de Gaulle, *op. cit.*, p. 416-417.

<sup>7</sup> Georges-Henri Soutou, « La France libre et la place de l'URSS dans le système européen », in Georges-Henri Soutou et Émilie Robin Hivert (dir.), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2008, p. 198.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 200-201.



En juin 1943, le général Petit a très probablement rencontré de Gaulle à Alger et ils ont dû parler de la situation de la mission militaire à Moscou, du groupe de chasse Normandie et de la stratégie à suivre vis-à-vis du gouvernement soviétique. De Gaulle le confirme dans son poste et lui demande de repartir à Moscou. Le général Petit contacte alors sa femme et sa fille pour leur demander de le rejoindre sur place.

Pendant son absence, les problèmes internes à la représentation de la France Combattante se sont aggravés. En avril, Mirles s'est rendu sur le front auprès du groupe Normandie. Garreau a saisi l'occasion pour se plaindre de ce que ce déplacement privait la mission militaire à Moscou de tout responsable valable pendant plusieurs semaines et suggérer « de confier au commandant Schmittein l'intérim du service militaire de cette délégation ». De retour à Moscou, Mirles a télégraphié à l'état-major particulier de De Gaulle, le 30 avril, que les informations données par la délégation sur ses activités étaient « erronées », que son déplacement était « indispensable » et qu'il avait conservé durant ce déplacement le contact avec la mission<sup>9</sup>.

Le 6 août 1943, le général Petit quitte Alger pour Téhéran et arrive à Moscou le 21 août. Cinq jours plus tard, le gouvernement soviétique reconnaît le CFLN « comme représentant les intérêts d'État de la République française et comme le chef de toutes les forces patriotiques françaises combattant contre la tyrannie hitlérienne ».



Figure 1. Le général Petit, entouré de Henri Bourveau, du commandant Albert Mirles, alias Mirlesse, du lieutenant Jean de Pange et de Jean Venec, près de la mission militaire, quai Kropotkine (coll. familiale).

Informé de ce retour, Schmittein écrit à Alger, le 20 août, que « le général Petit se considérait comme le chef de la mission militaire française en URSS et, comme tel, indépendant du chef de

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 201

poste. Ce point de vue, qui ne me paraît pas justifié en droit, est à l'origine des différends entre M. Garreau et lui. Comme leur dispute est devenue publique par la suite, je crois qu'il y aurait intérêt à ne pas laisser subsister d'équivoque ». En retour, Alger télégraphie au général Petit, le 5 septembre, afin de préciser sa fonction<sup>10</sup>. Celui-ci a désormais la charge de toute décision militaire en URSS et doit uniquement tenir informée l'ambassade. Le 15 septembre, il est reçu par Staline et Molotov. Durant cette rencontre, il présente officiellement les nouveaux contours de sa mission, explique les buts du CFLN et leur remet une lettre que lui avait confiée de Gaulle à Alger. C'est le premier officiel français que Staline reçoit depuis le passage de Pierre Laval lors de la signature du pacte franco-soviétique de 1935.

Puis il présente ses nouvelles fonctions et les nouveaux objectifs de la mission au personnel de la mission, à Garreau, ainsi qu'aux ambassades de Grande-Bretagne, de Norvège et des États Unis.

Partie de Washington, sa famille arrive à Lisbonne le 25 septembre 1943, puis le 10 octobre à Alger et enfin à Moscou fin octobre. Sa fille travaille en tant que secrétaire à la mission, où elle assure la frappe et l'archivage du courrier, ainsi que la réception des aviateurs en permission à Moscou. Le général Petit, qui parle un anglais moyen, se fait souvent aider par sa femme et sa fille lors des contacts avec les représentants anglais ou américains.

En mars 1944, arrive le capitaine Christian Fouchet (futur ministre de l'Éducation nationale en France), chargé par l'état-major supérieur de l'Air à Alger d'occuper les fonctions d'adjoint au sein de la mission militaire<sup>11</sup>. Le même mois, le général Petit se rend sur le front à Kiev. Le 12 mars, il participe à une fête militaire très officielle organisée par l'ambassade de Yougoslavie et les Soviétiques. Le 18 mars, Pierre Cot, ancien ministre de l'Air du Front populaire, membre de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger au titre des parlementaires depuis novembre 1943, arrive à Moscou, où de Gaulle l'a envoyé pour une mission d'information de trois mois, destinée à mieux appréhender les projets soviétiques d'organisation internationale pour l'après-guerre<sup>12</sup>. Par décision du CFLN, le capitaine Fouchet est mis à sa disposition. Le 23 mars, lors d'une cérémonie, le général Petit s'entretient avec William Averell Harriman, l'ambassadeur des États Unis à Moscou. Le 25 mars, il visite un camp de Polonais à Kolomna et s'entretient avec le général Joukov, le vainqueur de Stalingrad, nouveau commandant du premier front ukrainien.

---

<sup>10</sup>« Votre désignation, comme chef de la mission militaire en URSS est définitive... La mission sera portée à dix officiers, pris dans les trois Armées. Vous êtes chargé, dès maintenant, sur le terrain militaire, indépendamment du Narkomindel [ministère des Affaires étrangères soviétique] et de nos Affaires étrangères, mais en informant toutefois la délégation, des négociations tendant à fixer le statut de la mission militaire sur des bases normales, c'est-à-dire comme d'un organisme indépendant de la délégation diplomatique bien qu'ayant avec elle les relations définies par l'usage international et par les règles internes édictées par le Comité français de la Libération nationale. » *Ibid.*, p. 204.

<sup>11</sup> Viennent également étoffer les rangs de la mission militaire le lieutenant de vaisseau Mazoyer et le capitaine d'aviation Jean Neurohr, un Français Libre. Leur arrivée, ainsi que celle d'Éric de Carbonnel et de Francis Huré, affectés à la délégation diplomatique, contribue à la normalisation des relations entre la délégation et la mission. *Ibid.*, p. 205.

<sup>12</sup> Durant cette mission, Pierre Cot, dont nous savons depuis la fin des années 1980 qu'il avait fourni, pendant la guerre, des informations politiques aux services de renseignements soviétiques, rencontre Maurice Thorez dans sa chambre de l'Hôtel National le 22 mars 1944. Si l'on en croit le rapport adressé par Thorez à Dimitrov ou Manouïlski, personnalités dirigeantes de l'ex-Komintern, à la suite de l'entretien, Cot aurait déploré l'entourage « cagoulard » de De Gaulle à Alger tout en manifestant la nécessité de le soutenir, mais en étant « attentif à son orientation ». En ce qui concerne le général Petit, Cot juge, dans le compte rendu de sa mission, qu'il « tient parfaitement son emploi et son rang... Il y aurait intérêt à suivre ses avis, ce qu'on fait rarement, quand il s'agit des relations militaires franco-soviétiques ». *Ibid.*, p. 206-208.

Le 25 avril, Fouchet part à Alger pour une mission de deux mois. Le même mois, l'ambassade de France quitte Kouïbychev et installe ses services à Moscou, dans la maison Igoumnov, au 3, rue Bolchaïa Yakimanka, dans les locaux qui l'avaient accueilli de 1938 à 1941.

Le 18 juillet, le général Petit, qui a été promu général de division le 27 juin, assiste à Moscou à la « marche des vaincus », un défilé de 57 000 prisonniers allemands capturés en Biélorussie lors de l'opération Bagration.

Dans la foulée de ce succès, les Alliés ouvrent un second front à l'Ouest lors du débarquement de Normandie du 6 juin 1944. Après deux mois de combats très durs en Normandie, la 3<sup>e</sup> armée du général Patton perce à Avranches, contraignant les Allemands à la retraite. Le 25 août 1944, le général de Gaulle entre dans Paris, libéré par les hommes de la 2<sup>e</sup> DB, suivi le 31 par les services du GPRF. Le général Petit fête cette libération avec Balfour, chargé d'affaires britanniques, Harriman, le général John Russell Deane, chef de la mission militaire américaine, et le général Sydney Parker Spalding, membre de la mission militaire américaine. À Moscou, peu de manifestations sont organisées à la suite de cette libération<sup>13</sup>.

Le 20 septembre, accompagné de sa femme et de sa fille, le général Petit se rend à Leningrad (aujourd'hui Saint Pétersbourg) avec le général Stepan Timofeïevitch Levandovitch, officier du commandement supérieur des forces aériennes de l'armée Rouge, pour une visite plutôt touristique de cinq jours. À cette occasion, il visite la seule galerie du musée de l'Ermitage où des toiles aient été réinstallées, après la fin du siège, le 27 janvier 1944. À la même époque, son adjoint, Fouchet, qui a été intégré par décret du 26 avril dans les cadres du ministère des Affaires étrangères, devient secrétaire de l'ambassade de France.

Le 11 octobre, le général Petit, sa femme et sa fille sont présentés à Churchill et Eden, en visite auprès de Staline, lors d'une réception à l'ambassade britannique.

Fin 1944, de Gaulle fait connaître son souhait de rencontrer Staline pour négocier un pacte de non-agression entre la France et l'URSS. En préliminaire à ce voyage, un décret amnistiant Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste français, réfugié à Moscou depuis novembre 1939, est signé par de Gaulle et le garde des Sceaux le 6 novembre 1944<sup>14</sup>. Le 27 novembre, le secrétaire général du parti communiste français est de retour à Paris, alors que de Gaulle, en route pour Moscou, atterrit à Bakou.

Le 2 décembre, de Gaulle, accompagné de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, rencontre Staline, accompagné pour sa part de Molotov, et des discussions difficiles s'engagent. D'une part, les Français veulent que les Soviétiques appuient leurs revendications concernant la frontière du Rhin. De l'autre, Staline presse de Gaulle de reconnaître le Comité polonais de libération nationale, autrement appelé comité de Lublin, organisme prosoviétique concurrent du gouvernement polonais en exil, comme le gouvernement de la Pologne par l'échange de

---

<sup>13</sup> Les articles d'Ilya Ehrenbourg ou de Jean-Pierre Bloch relatant la libération de la capitale française ne paraissent que le 28 août. Pour l'historien Olivier Wieviorka, ce silence traduit la gêne du pouvoir soviétique, qui ne souhaite ni trop exalter l'insurrection parisienne ni trop célébrer le rôle des Alliés, toutes positions qui pourraient affaiblir les positions du gouvernement provisoire de De Gaulle et inciter à établir un parallèle dangereux avec l'inaction de l'armée Rouge, au même moment, devant Varsovie. Olivier Wieviorka, « L'Union soviétique et la libération de la France », in Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2006, p. 67-68.

<sup>14</sup> Maurice Thorez avait signifié son souhait de rentrer en France lors d'une visite à Garreau le 20 janvier 1944. Informé, le général de Gaulle avait alors opposé une fin de non-recevoir. En août, Thorez adresse une nouvelle demande par télégramme directement à de Gaulle ; celle-ci est appuyée par Garreau. Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p. 211.



missions diplomatiques<sup>15</sup>. Durant la nuit du 9 au 10 décembre, après un dîner au Kremlin, tandis que Molotov et Bidault poursuivent des discussions houleuses sur la rédaction du pacte franco-soviétique, une séance de cinéma est organisée par Staline. De Gaulle assiste au premier film – *Si demain vient la guerre* selon Jean Laloy, interprète du Général –, mais refuse de regarder le deuxième et retourne, peu avant minuit, à l’ambassade, avec l’ensemble de la délégation française, sauf Garreau, Dejean et Bidault qui continuent les négociations. Le général Petit, lui, accompagné de deux aviateurs, le colonel Pouyade, commandant du régiment Normandie-Niémen, et le lieutenant-colonel de Rancourt, membre du cabinet militaire du général de Gaulle, assiste aux deux films en présence de Staline. Le texte du communiqué sur l’échange de délégués sans statut diplomatique avec le comité de Lublin ayant été approuvé, la délégation française retourne au Kremlin où, après d’ultimes discussions, le pacte est finalement approuvé par Staline et de Gaulle le 10 décembre vers 6 heures du matin. Deux heures plus tard, de Gaulle et la délégation française quittent Moscou.

Le 23 décembre 1944, le général Petit assiste avec sa fille à une réception où se trouvent le général Catroux<sup>16</sup> et Molotov.

À cette époque, le Comité de Défense nationale (CDN), organisme consultatif présidé par le président du gouvernement provisoire et comprenant les différents ministres intéressés par les questions militaires, considère que le général Petit est devenu prosoviétique et cherche à le rappeler en France. Par conséquent, ses recommandations concernant le régiment



Figure 2. Le général Petit avec Georges Bidault et le général de Gaulle, lors de la visite de ce dernier à Moscou, en décembre 1944 (INA).

Normandie-Niémen ou la libération des prisonniers français en attente de rapatriement à Odessa sont le plus souvent contrecarrées. Le CDN veut aussi changer l’organisation de la mission en instaurant trois commandements séparés (terre, air et marine). Mais en mars 1945, sous la pression des Russes, de Gaulle annule cette décision et le général Petit reste le responsable militaire unique pour les trois corps, tout en rapportant maintenant au général Catroux, nommé ambassadeur à Moscou le 13 janvier. Catroux prend souvent certaines décisions militaires sans lui en parler et les relations entre les deux hommes se dégradent très vite. Dans les derniers mois, le général Petit réalise qu’il a été mis sur la touche par de Gaulle.

Le 31 mai 1945, il assiste chez Molotov à une célébration de la victoire en présence de Vinogradov<sup>17</sup>. Le 5 juin 1945, les autorités soviétiques organisent la remise de médailles au régiment Normandie-Niémen, ainsi que du Drapeau rouge et de la médaille de la Victoire au général Petit.

En juin, le général Petit apprend sa mutation en France. Il quitte Moscou avec sa famille le 25 juillet.

## Normandie-Niémen

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>16</sup> Nommé ambassadeur de France à Moscou en remplacement de Garreau.

<sup>17</sup> Serge Vinogradov fut par la suite ambassadeur d’URSS en France de 1953 à 1955 (NDA).

Il faut rappeler qu'en 1916, une mission militaire française, comprenant un détachement d'aviation fort de deux escadrilles, avait déjà été envoyée en Russie pour participer à la guerre. Le chef du détachement était le commandant Berger puis le commandant Bordage.

Lors de leur arrivée à Moscou en 1941, le général Petit et l'ambassadeur Roger Garreau essaient de faire accepter par les Soviétiques la création d'un groupe de chasse d'aviateurs français qui combattrait sur le front russe. Cependant, d'avril à octobre 1941, ce projet n'avance guère. Les Soviétiques voulaient probablement évaluer cette mission française qui était très proche des Anglais et des Américains.

Fin juin 1942, les Soviétiques adressent à de Gaulle leurs contre-propositions concernant la création de ce groupe d'aviateurs. Celui-ci les accepte. Le 10 juillet, de Gaulle, conseillé par le général Valin, commandant des Forces aériennes françaises libres et commissaire à l'Air à Londres, décide alors d'envoyer à Moscou le capitaine Mirles. C'est un ingénieur marié à une Anglaise qui avait travaillé dans une usine d'aviation britannique, pour laquelle il avait réalisé plusieurs inventions. Le capitaine Mirles, qui parle russe, arrive à Moscou le 8 septembre et peut ainsi améliorer les communications de la mission avec les autorités russes. Il joue un rôle très important dans l'organisation et l'envoi des aviateurs en Russie en appuyant le général Petit dans ses négociations.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1942, un groupe de 6 aviateurs français basé à Rayak, au Liban, forme le groupe de chasse Normandie. A ce groupe se joignent 8 autres pilotes venant des FAFL de Londres. Le contact principal chez les Soviétiques, pour toutes les décisions concernant ces aviateurs, est le général Levandovitch, du commandement supérieur des forces aériennes de l'armée Rouge.

Le 6 novembre 1942, le général Petit se rend à Kouïbychev avec Mirles et le colonel Estigneief. Celui-ci leur annonce dans l'avion que la mission a le feu vert pour l'arrivée des aviateurs français qui sont en attente au Liban. Le 19 novembre 1942, ils sont reçus par le général Fédor Falaleiev, chef d'état-major de l'armée de l'air, afin de mettre au point l'accord sur la création et l'utilisation de cette unité de chasse française sur le front russe. Pour des raisons d'économie de personnel, celle-ci sera réservée aux missions de supériorité aérienne et sera rattachée à la 303<sup>ème</sup> division aérienne soviétique du général Gueorgui Zakharov. La charte officialisant l'accord est signée le 25 novembre.

Trois avions Douglas DC2, à bord duquel sont embarqués 15 pilotes, 1 pilote de liaison, 2 interprètes, 1 médecin et 42 mécaniciens, atterrissent à Ivanovo, à 150 km de Moscou, entre le 29 novembre et le 2 décembre.

En décembre 1942 et janvier 1943, le groupe commence l'entraînement sur des avions Yak-7, avant de percevoir des Yak-1 à partir du 19 janvier 1943. Le 22 février, le commandant Poulouen, qui ne volait plus, passe son commandement à Tulasne.

En janvier 1943, Mirles est envoyé à Londres afin d'expliquer à de Gaulle la situation. Dans la lettre qu'il adresse à de Gaulle le 13 janvier, le général Petit écrit au chef de la France Combattante : « Cette mission de liaison rapide te permettra, mieux que par tous les rapports, de te rendre compte du travail accompli... Contrairement à ce qui se passe actuellement à Kouïbychev, où les diplomates vivent en vase clos [...], ici, à Moscou, nous, les militaires, avons des contacts dans les milieux les plus divers ». Lors de ce séjour, il est décidé de nommer Tulasne à la tête du groupe, en lieu et place de Poulouen. Le 1<sup>er</sup> mars, Mirles reçoit ses « instructions particulières » : il est nommé adjoint de Petit et attaché de l'Air auprès du délégué de la France combattante en URSS, représentant des Forces aériennes de la France Combattante

sur le territoire soviétique, avec pour mission le recueil, l'exploitation et « la diffusion éventuelle de toutes informations relatives aux forces aériennes allemandes sur le front soviétique »<sup>18</sup>. Quinze jours plus tard, il repart pour Moscou en avion. Deux jours avant, sept nouveaux pilotes sont arrivés. Le 19 mars, le général Petit et le général Levandovitch inspectent pendant deux jours le Normandie. De cette inspection, il est établi que : « Par ses qualités militaires et morales, cette unité était prête à partir sur le front ». En mars, le groupe Normandie reçoit le baptême du feu sur le front de Kalouga, au sud-ouest de Moscou.



Figure 3. Le général Petit avec deux pilotes du Normandie-Niemen décorés de la Légion d'honneur, Marcel Lefèvre et Joseph Risso, sur le balcon de la mission militaire, quai Kropotkine. En arrière-plan, les tours du Kremlin (coll. familiale).

En mai 1943, le maréchal allemand Keitel donne l'ordre selon lequel les pilotes français capturés sur le front de l'Est devront être immédiatement fusillés sur place. La grande bataille de Koursk est déclenchée le 12 juillet 1943. Fin juillet, 17 victoires sont obtenues par Normandie mais six pilotes, dont le commandant Tulasne, sont abattus le commandant Pouyade devient alors chef d'escadrille.

En mai et juin, arrivèrent 13 nouveaux pilotes et un interprète. Mais en octobre 1943, il ne reste plus que 5 des 15 premiers pilotes. Tandis que la France Combattante entendait, début 1943, augmenter ses effectifs à deux, voire trois, groupes, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général René Bouscat, à Alger, d'abord critique sur le déploiement de pilotes en URSS, alors que la priorité va au réarmement des forces aériennes d'Afrique du Nord, décide de maintenir uniquement le volume d'un groupe en envoyant 13 pilotes. Ces pilotes doivent dans un premier temps aller dans un centre d'entraînement soviétique. C'est à cette période que le commandant Pouyade et le général Zakharov décidèrent le rapatriement des mécaniciens français vers le Moyen-Orient par du personnel soviétique. Le 10 octobre, le général Petit se rend sur la base de Normandie, à Monastirchin, avec le général Zakharov. À Moscou, la fille du général Petit

<sup>18</sup> Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p. 199-200.

rédige une revue de presse pour le groupe Normandie. En aout les 42 mécaniciens français furent mutés au Moyen Orient et remplacés par des mécaniciens russes.

En janvier 1944, arrivèrent 16 nouveaux pilotes. Le 7 février 1944, Normandie devient un régiment de chasse de trois escadrilles de 12 avions, plus une de réserve de 14 avions. Ce régiment fut renforcé en février et mars par l'arrivée de 21 pilotes et de 2 interprètes.



Figure 4. Le général Petit dans les salons de la mission militaire, à Moscou, entouré, de gauche à droite, de Jules Joire, de Mme Petit, de Jean Venec, de Mlle Petit et de Jean de Pange (coll. familiale).

Le 19 mars 1944, le général Petit se rend à Toula aux obsèques de deux aviateurs décédés à la suite d'une collision en vol à l'entraînement<sup>19</sup>. En avril, trois autres aviateurs, Bourdieu, Joire et Foucaud, trouvent la mort ; leur corps, qui était à Toula, est ramené à Moscou le 28 juin. Le 20 avril, le général Petit visite de nouveau le camp d'entraînement de Toula. Le lendemain, l'avion du sous-lieutenant Foucaud s'écrase au sol au retour d'un exercice aérien<sup>20</sup>.

En avril 1944, le CFLN propose aux autorités soviétiques la création d'un deuxième régiment de chasse. Toutefois, le CFLN d'Alger ne veut pas que les prisonniers français en URSS se battent sur le front russe, comme cela avait été d'abord promis par de Gaulle. Les Soviétiques se montrent donc très réticents pour accepter cette demande. Ils donnent cependant leur accord fin mai.

Le 26 avril, le général Petit rencontre le général Levandovitch qui lui confirme que le régiment aura trois escadrilles de 12 avions, plus une de réserve et d'entraînement, en tout 50 avions. Le général Petit lui ayant fait part du mauvais état des avions provenant de Tambov, le général Levandovitch promet de faire examiner ces avions par des experts.

Le 20 mai 1944, le général Petit visite à nouveau le camp d'entraînement de Toula avec sa fille. À cette occasion, ils se recueillent sur les tombes des trois aviateurs morts à l'entraînement. Six jours plus tard, les aviateurs reprennent le combat pour la deuxième campagne sur le front dans la région où coule le Niémen et 5 nouveaux pilotes arrivent.

<sup>19</sup> Il s'agit de l'aspirant Maurice Bourdieu et du sous-lieutenant Jules Joire, Compagnon de la Libération, morts le 18 mars 1944. Cf. le colonel Henry Lafont, *Aviateurs de la liberté : Mémorial des Forces Aériennes Françaises Libres*, Vincennes, Service historique de l'Armée de l'Air, 2002, p. 225-227.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 231-232.

Le 28 mai 1944, le lieutenant Marcel Lefèvre, à la tête d'une formation de onze Yak, est victime de difficultés mécaniques qui le contraignent à rejoindre le terrain. Alors qu'il tente d'atterrir, son avion prend feu, mais il parvient à s'en extraire. Transporté à l'hôpital principal de Moscou, il meurt de ses brûlures le 5 juin<sup>21</sup>. Durant ce mois, le général Petit organise à l'église catholique de Saint-Louis-des-Français, à Moscou, les obsèques de Lefèvre en présence de 10 pilotes de Normandie.

En juin, Khationki devient la nouvelle base de Normandie.

Le 10 juin, un aviateur de Normandie abat par erreur un avion russe qui était dans sa zone de combat. Par la suite, le régiment Normandie s'aguerrit et accumule de très bons résultats.

Le 19 juin, des discussions ont lieu entre le général Petit et les autorités militaires russes au sujet de l'envoi du deuxième régiment d'aviateurs par Alger. Les pilotes qui arrivent ont peu d'heures de vol.

Le 28 juin a eu lieu à l'église Saint Louis des Français l'office religieux pour l'inhumation des corps de Joire, Bourdieu et Foucault.

À la suite de l'intervention très efficace du régiment Normandie sur le Niémen, le général Petit reçoit le 1<sup>er</sup> août 1944 les félicitations de Staline ; le régiment de chasse prend désormais le nom de « Normandie-Niémen ». Le 22 août, Pouyade est nommé représentant de l'armée de l'air au sein de la mission par le CDN d'Alger.

En cette fin d'année 1944, l'ambiance se dégrade au sein du régiment, mais ce problème se règle avec l'arrivée de 8 nouveaux Yak. Début octobre, les aviateurs reçoivent des Yak-3 en remplacement des Yak-9.

Les 16 et 17 octobre 1944, Normandie, engagé dans l'opération Gumbinnen<sup>22</sup>, bat un record en abattant 41 avions allemands sans une perte. Les 7 derniers pilotes arrivent en octobre.

Le 30 octobre 1944, Normandie a remporté 102 victoires en onze jours sans aucune perte. Le total des victoires est alors de 200. Les aviateurs de Normandie Niémen recevront l'étoile rouge.

Le 9 décembre 1944, le général de Gaulle arrive à Moscou pour rencontrer Staline. Les pilotes et les mécaniciens de Normandie Niémen sont reçus à l'ambassade de France, où sont réunis le général Juin et différentes personnalités françaises et russes. Le général Petit, accompagné du colonel Pouyade et du lieutenant-colonel de Rancourt, sont présents le 10 décembre lors des négociations sur l'accord de non-agression entre les deux pays.

En janvier 1945, commença la campagne de Prusse-Orientale, pendant laquelle eut lieu la bataille de Königsberg. Le colonel Pouyade part en permission en France. Il est victime d'un grave accident de voiture lors de sa permission et n'étant pas très bien vu des Soviétiques, qui considèrent qu'il ne remplit pas complètement son rôle<sup>23</sup> devient alors responsable hiérarchique de l'état-major Air installé à Paris depuis le 19 mars 1945. De ce fait, il ne peut retrouver le régiment que le 24 avril 1945. Normandie-Niémen passe alors sous le commandement du lieutenant-colonel Delfino et il comporte 3 escadrilles avec un total de 35 pilotes. Ceux-ci retrouvent sous son commandement l'esprit de l'armée de l'air traditionnelle.

<sup>21</sup>*Ibid.*, p. 235-236.

<sup>22</sup> Offensive malheureuse, menée du 16 au 30 octobre 1944, après la prise de Memel, pour tenter d'exploiter ce succès en attaquant en profondeur en Prusse-Orientale le long de l'axe Gumbinnen – Insterburg – Königsberg.

<sup>23</sup> Ce jugement est sans doute lié aux discussions franco-soviétiques de l'été 1944, portant sur le mauvais état des avions du régiment et de la nécessité de les remplacer par des Yak 3 neufs. Le 18 septembre 1944, le général Levandovitch montre au général Petit un télégramme de Pouyade « demandant à être relevé si ses propositions ne sont pas retenues », qui « a produit une très mauvaise impression sur le commandant soviétique ». La manière dont le régiment s'est distingué lors des combats sur le Niémen, qui lui a valu les félicitations des Soviétiques, a probablement atténué les griefs du commandement soviétique.



Le 19 mars 1945, le général Petit part à Martesdorf visiter Normandie-Niémen. Il est accompagné, du côté soviétique, par le général Zakharov et le général Levandovitch.

Normandie Niémen finit la campagne avec 243 victoires pour 869 combats. Le régiment a perdu 42 de ses 97 pilotes.

Le 3 juin 1945, Staline donne son accord pour que les aviateurs de Normandie-Niémen puissent revenir en France avec leurs Yaks-3 et, le 5 juin, ils reçoivent la médaille de la victoire. Quatre pilotes sont faits héros de l'Union soviétique : le capitaine Albert, le capitaine de La Poype, le lieutenant Lefèvre et le sous-lieutenant André.

Officier de l'armée de terre, le général Petit a peu de pouvoir hiérarchique ou administratif sur les aviateurs, lorsqu'il faut prendre des décisions importantes, comme les avancements, et en est très frustré. Il se heurte fréquemment, à ce sujet, avec la hiérarchie de l'armée de l'air (Valin à Londres puis Bouscat à Alger), car il estime qu'étant sur place, il est le mieux placé pour prendre certaines décisions concernant le groupe de chasse.

Le général Petit et sa famille recevront très souvent à la mission, qui sert de base logistique, les aviateurs de Normandie-Niémen, comme Pouyade, Delfino, de Pange, Lefèvre ou de La Poype, lors de leur permission à Moscou. Ils ont à Moscou admirablement bien rempli le rôle de soutien moral, physique et administratif du groupe Normandie-Niémen.

## **Les prisonniers français en Russie – Les Malgré-nous**

L'Union soviétique a fait 30 000 prisonniers français, dont une grande majorité de « Malgré-nous » alsaciens-mosellans enrôlés dans l'armée allemande à partir d'août 1942<sup>24</sup>. Au printemps 1943, les autorités soviétiques acceptent de séparer les « annexés » (Alsaciens-Mosellans, Luxembourgeois) des Allemands. Les Malgré-nous sont regroupés dans des conditions cruelles dans des camps en Ukraine, notamment à Tambov et Odessa.

Le 5 août 1943, Mirles demande à Alger de conserver les Malgré-nous prisonniers en Russie afin de former une unité combattante et le colonel Schmittlein se propose d'en prendre le commandement. Pendant son séjour, l'écrivain juif russe et francophone Ilya Ehrenbourg aide beaucoup le général Petit dans l'organisation de l'envoi hors d'URSS de ces Alsaciens-Mosellans prisonniers dans les camps soviétiques.

Le 6 mai 1944, Alger confirme sa volonté de créer une unité constituée par les prisonniers français en URSS. De son côté, Staline s'est engagé à mettre à la disposition du général Petit les Alsaciens-Mosellans déserteurs de l'armée allemande pour former une unité française en URSS dès qu'il y en aurait 500. Mais Alger indique qu'il veut les envoyer sur le front occidental car le CFLN prépare un débarquement en Italie et il veut que ces prisonniers rejoignent Alger.

---

<sup>24</sup> Évaluation fournie par Régis Baty, « Les prisonniers de guerre français en URSS entre 1940 et 1945 : examen de la valeur documentaire des archives soviétiques », thèse d'histoire, dir. Bernard Vogler, université de Strasbourg, 2009. Gaël Moullec, « Alliés ou ennemis ? Le GUPVI-NKVD, le Komintern et les « Malgré-nous » ». Le destin des prisonniers de guerre français en URSS (1942-1955) », *Cahiers du monde russe*, n° 42/2-4, 2001, p. 667-678, estime que 130 000 Alsaciens-Mosellans ont été incorporés de force à partir d'août 1942, dont 90 % ont été envoyés sur le front de l'Est, et que plus de 21 000 prisonniers originaires de ces trois départements sont revenus des camps d'URSS. Le sort de 11 000 à 20 000 Alsaciens-Mosellans, selon les différentes estimations, demeure inconnu.



Le 4 juillet 1944, le général Petit se rend dans le camp de prisonniers français de Tambov<sup>25</sup>, afin d'organiser le départ d'un premier contingent de 1 500 Alsaciens-Lorrains vers l'Algérie pour qu'ils soient incorporés dans l'armée française<sup>26</sup>.

Le 7 juillet à Tambov, il signe la convention des 1 500 prisonniers français avec les autorités soviétiques. Le premier départ se fait le 7 août.

Après ce premier convoi, les soviétiques mettent beaucoup de mauvaise volonté pour permettre le rapatriement des prisonniers français, surtout ceux qui n'avaient pas été enrôlés de force comme les Alsaciens-Mosellans. Le durcissement du gouvernement soviétique et le terrible hiver 1944-1945 retardent les rapatriements qui recommencent lentement après l'accord franco-soviétique de juin 1945. Dans ce contexte compliqué, le général Petit reproche au GPRF de ne pas s'occuper de manière suffisamment efficace du rapatriement de ces prisonniers français.

Le 16 janvier 1945, le général Petit part en mission de douze jours à Kiev puis à Lvov, en Pologne, pour rencontrer des Français évadés. L'un d'eux, Eugène Kurtz<sup>27</sup>, arrive à la mission en mars 1945. Il y travaille pendant quatre mois, avant que le général Petit organise son rapatriement en France. En avril 1945, du fait des persécutions subies par les Français dans les camps de prisonniers soviétiques, il demande aux autorités soviétiques la détention séparée des prisonniers français et des prisonniers allemands. Le 16 mai, il visite le camp de Kalinine (aujourd'hui Tver), dans la région de Moscou, et celui de Bysinsky.



Figure 5. Le général passe en revue les Alsaciens-Lorrains qui vont être rapatriés en France (coll. familiale).

Finalement, les Soviétiques acceptent le départ d'un deuxième contingent de 2 500 prisonniers de Russie. À partir de juin 1945, cette mission de rapatriement est confiée au général Pierre Keller, arrivé à Moscou en mai 1945. Officiellement, le dernier Malgré-nous est rapatrié en juillet 1955. Selon un document du secrétariat du ministère des Affaires intérieures soviétiques (MVD) adressé au Comité central du parti communiste soviétique, 28 prisonniers de guerre français sont encore détenus, alors, dans les camps soviétiques<sup>28</sup>.

Le général Petit s'est donc beaucoup impliqué dans la libération des Français prisonniers en URSS et particulièrement des Alsaciens-Mosellans.

La mission en URSS du général Petit lui vaut l'Ordre du Drapeau rouge de l'URSS et la médaille soviétique de la Victoire (5 juin 1945). Le gouvernement soviétique lui décerne aussi l'ordre du Héros du Travail socialiste pour son 80<sup>e</sup> anniversaire.

<sup>25</sup> Ouvert en janvier 1942, le camp 188 de Tambov passe de trois prisonniers français en juin 1943, quand est prise la décision d'en faire un centre de rassemblement des Français, à 1 039 en janvier 1944, avant de culminer à près de 11 000 en septembre 1945. Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 667-678.

<sup>26</sup> Ces 1 500 Alsaciens-Lorrains ont pu quitter l'URSS en échange du retour de 1 500 Soviétiques prisonniers en France.

<sup>27</sup> Concernant le parcours d'Eugène Kurtz, cf. Jean-Marie Holderbach, « Eugène Kurtz (1921-2006) », *Revue d'Alsace*, n° 133, 2007, p. 517-518.

<sup>28</sup> Gaël Moullec, *op. cit.*, p. 667-678.

Le 18 juin 1947, il est aussi invité à Londres pour l'inauguration d'une plaque commémorative sur la façade de l'immeuble du 4, Carlton Gardens, là où était le quartier général de la France Libre par Louis Jacquinot à l'époque ministre de la marine et en présence du général Legentilhomme, du général Valin et de Anthony Eden à l'initiative de l'Association de la Croix de Lorraine.

Le 6 novembre 1948, il part à Londres pour une cérémonie de la France Libre.

Il est revenu de la Deuxième Guerre mondiale avec la distinction de commandeur de la Légion d'honneur. Il est également titulaire de la croix de guerre 1939-1945 avec palmes et a reçu la médaille de la Résistance française avec rosette.

**Gérard Petit**

**Avec l'aide de son cousin Pascal Mariotti et la participation de Sylvain Cornil-Frerrot sur plusieurs aspects historiques**

La base de mon document provient principalement des carnets de mon grand-père le général Petit, mais je me suis aidé du livre de Georges Henri Soutou.

### **Bibliographie**

Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2006.

Catherine Klein-Gousseff, *Retour d'URSS : Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1941-1951)*, Paris, CNRS Éditions, 2001.

Georges-Henri Soutou et Emilia Robin Hivert (dir.), *L'URSS et l'Europe de 1941 à 1957*, Paris, PUPS, 2008. et principalement du chapitre IX, de Jacques Bariéty : « La délégation diplomatique et la mission militaire de la France libre en Union soviétique. Juin 1941-décembre 1944 », p. 185-219.